

Il n'est pas inutile de faire le point sur la crise qui se poursuit au sein du mouvement communiste officiel, dans le cours de la décomposition du stalinisme. L'élément dominant reste toujours le conflit sino-soviétique, mais il se développe différemment par rapport à la période où Khrouchtchev se trouvait à la direction du Kremlin. L'élimination de Khrouchtchev a constitué dans une certaine mesure le point maximum atteint par la direction chinoise, à la fois en tant que progression politique et qu'influence parmi les partis communistes et les mouvements révolutionnaires des pays sous-développés.

Depuis lors, le conflit sino-soviétique est largement passé du domaine d'un conflit idéologique entre partis à celui d'une querelle entre Etats, en premier lieu en relation avec la politique à suivre dans la guerre du Vietnam. Du fait de la politique sectaire de la direction chinoise, l'influence de celle-ci a décliné sans que, pour autant, la direction soviétique — qui a su exploiter habilement les circonstances — ait reconquis du terrain.

Cela s'est manifesté assez clairement à l'occasion du Congrès du P.C. bulgare qui vient de se tenir à Sofia, et l'affaire se poursuit au Congrès du P.C. hongrois à Budapest. La direction du parti bulgare, inspirée inconsciemment par la direction soviétique, a proposé la tenue d'une conférence internationale des partis communistes, dont l'objectif principal évident serait de condamner et de mettre au ban le P.C. chinois. L'appui donné par Brejnev à cette proposition montre que les dirigeants soviétiques qui ont succédé à Khrouchtchev et qui valent à l'époque fait machine arrière sur une telle conception mise en avant par celui-ci, non seulement ont renoncé à trouver un terrain d'entente avec les dirigeants chinois, mais considèrent comme nécessaire de recourir à une mesure extrême pour tenter d'endiguer une crise que les attaques chinoises, indépendamment de leur contenu, encouragent énormément. La politique chinoise n'attire pas aujourd'hui de grandes sympathies, mais elle sape profondément l'autorité du Kremlin. Comment a été accueillie la pro-

position bulgare-soviétique? Le Kremlin a ses suivants de toujours, les dirigeants du P.C.F., les Tchèques, etc., mais les résistances et les oppositions à cette proposition sont nombreuses. Les Polonais condamnent la politique chinoise, mais affectent d'ignorer la proposition qui a été faite. Les Roumains déclarent nettement qu'ils ne veulent entendre parler d'aucune condamnation. De même aussi la direction yougoslave qui n'a pas oublié son expérience du Kominform.

Rappelons ce qui s'est passé depuis quelques mois dans ce qu'on pouvait considérer comme le camp pro-chinois. Le P.C. indonésien a subi une défaite si sanglante, une hécatombe si considérable qu'il se trouve réduit, pour une période qui ne sera pas courte, à n'être qu'un facteur mineur. Le P.C. japonais vient à son récent congrès de prendre officiellement ses distances par rapport au P.C. chinois. Nous n'avons pas connaissance de déclarations officielles du P.C. de gauche indien, mais on constate qu'il y a eu récemment des rapprochements dans l'action avec le P.C. de droite. En outre, il ne faut pas oublier que la rupture indienne ne fut pas le produit de la crise sino-soviétique, mais d'une longue crise qui avait surgi dans le P.C. indien. Au cours de la politique suivie par lui, depuis l'indépendance du pays en 1948, bien avant que n'éclate le différend sino-soviétique; et le P.C. indien de gauche n'avait jamais pu être considéré comme un satellite du P.C. chinois. Enfin, il faut remarquer que la direction du P.C. albanais, y compris lors de la tenue récente du congrès de ce parti et en présence de la délégation chinoise, ne s'est en aucune façon alignée sur Pékin en ce qui concerne la « révolution culturelle ».

Le phénomène nouveau le plus intéressant dans la crise du mouvement communiste officiel est l'apparition d'une sorte de « troisième tendance », dirigée « contre le révisionnisme et contre le dogmatisme ». Cela se dessine très nettement. Il s'agit d'un bloc des partis et des Etats du Vietnam du Nord, de la Corée du Nord et de Cuba. Le Vietnam du Nord, pour des raisons que chacun

peut aisément comprendre, est encore assez discret. Tandis que les dirigeants chinois et soviétiques s'accusent des pires choses quant à l'aide qu'ils donneraient ou ne donneraient pas au Vietnam, Hanoï les remercie tous deux, mais sans plus, et, s'il ne leur en demande pas davantage, c'est manifestement qu'il ne veut pas que le différend sino-soviétique soit transporté sur le territoire vietnamien par la présence de troupes qui ne seraient pas sous son commandement. Par contre, les dirigeants de la Corée du Nord et de Cuba s'expriment plus nettement. On comprend que ceux-ci sont, plus que tout autre, sensibles à l'escalade américaine au Vietnam. Ils sont parmi les premières victimes désignées en cas de défaite au Vietnam, et n'ont pas l'avantage de présenter un problème de la taille de la Chine à Washington. Tout récemment, à Pyongyang, le président de Cuba, Dorticos, et le dirigeant de la Corée du Nord, Kim Ir Sung, ont pris des positions publiques communes qui, en fait, sont une condamnation de la politique du gouvernement soviétique pour la faiblesse de l'aide accordée au Vietnam, et de la politique du gouvernement chinois pour son refus du front unique sur cette question.

L'intérêt de cette manifestation, en ce qui concerne particulièrement Cuba, est qu'elle vient en même temps ou après d'autres prises de position qui éclaircissent l'attitude de la direction fidéliste sur des points où le discours prononcé par Castro au début de l'année, lors de la Conférence tricontinentale, avait soulevé des questions. A cette époque, l'attaque contre les Chinois d'une part, contre le trotskysme d'autre part, avait posé le problème : Castro s'est-il aligné sur Moscou? Nous n'entrerons pas ici dans la discussion des mobiles qui ont poussé Castro à attaquer le trotskysme; nous avons dit, dès le début, que nous ne pensions pas qu'il le faisait pour servir Moscou qui, en tout cas, ne peut combattre à présent notre mouvement avec les calomnies éculées de Staline. Mais on pouvait penser légitimement alors que Castro avait passé un accord avec Moscou. Depuis plusieurs mois, il apparaît que Castro ne s'était pas aligné sur Mos-

cou, et même qu'il est devenu d'autant plus furieux que les espoirs qui l'animent au moment de la Tricontinentale ont été déçus. A cette conférence, le texte adopté en ce qui concerne l'Amérique latine et l'organisme créé pour y assurer la solidarité se plaçaient sur une ligne révolutionnaire. Mais, à peine revenus dans leurs pays respectifs, les vieux dirigeants des P.C. d'Amérique latine (Argentine, Chili, et aussi Venezuela où les guerillas ont été en fait désavouées, etc.) continuaient, comme si la conférence n'avait pas eu lieu, à suivre une politique de « coexistence pacifique » et de « voies pacifiques » au socialisme. La presse cubaine s'est attaquée sous diverses formes à ces pseudo-révolutionnaires, à ces « faux-révolutionnaires », pour reprendre ses propres termes. Pablo Neruda a été l'objet de l'attaque des écrivains et artistes cubains pour son attitude équivoque aux Etats-Unis. Le gouvernement cubain n'a pas caché ses sentiments au sujet de l'octroi par le gouvernement soviétique d'un prêt de cent millions de dollars au gouvernement militaire du Brésil. D'autre part, les Yougoslaves sont l'objet d'attaques virulentes pour le soutien qu'ils accordent au démocrate-chrétien Frel au Chili. Enfin, tout récemment, frappant sur l'autre aile, Gramma a fait une critique du P.C. indonésien qui est resté à mi-chemin sur la voie de la révolution, ce qui aurait contribué à sa lourde défaite.

Ce « troisième courant » ne fait que commencer à se manifester. L'identification du parti et de l'Etat dans les Etats ouvriers constitue, pour ces petits pays, un handicap dans la manifestation de l'expression de leurs divergences par rapport aux directions des grands Etats, chinois et soviétique. Mais, du fait que leurs positions constituent un progrès en direction d'une orientation révolutionnaire, notamment dans la question brûlante d'actualité du Vietnam, elle ne pourra manquer de trouver un écho. Elle contribuera à prévenir l'enlisement de la crise sur la voie suivie à présent par les mastodontes du mouvement communiste officiel.

Pierre FRANK.

## DU PIOLET A LA PLUME (fin)

Nous avons vu (1) quelles méthodes utilisait M. Hincker dans son article du numéro d'avril 1966 de la *Nouvelle Critique* pour falsifier tout un ensemble de positions prises par Trotsky : sur le rôle de la paysannerie, Brest-Litovsk, la N.E.P., la planification. Pour en finir avec cette nouvelle version néo-stalinienne de la critique du trotskysme, nous relèverons aujourd'hui la bonne foi et la connaissance de son sujet que M. Hincker manifeste quand il aborde le problème de la révolution permanente.

« C'est à ce moment (après 1923) que surgit vraiment le débat sur la Révolution permanente, avec son corollaire, le débat sur le socialisme en un seul pays [...]. Trotsky pensait que la Révolution prolétarienne ne serait définitivement assurée de triompher que si elle s'était épurée de ses compromis avec la révolution bourgeoise ou la révolution paysanne, et ensuite si elle avait triomphé planétairement. Dans ces conditions, toute pause, la N.E.P., ou l'affirmation que le socialisme pouvait triompher en un seul pays étaient des crimes contre-révolutionnaires. »

Dès la première ligne, les contre-vérités s'évalent. Le « débat » sur la Révolution permanente n'eut pas à « surgir vraiment » en 1923. Personne n'y songeait. Depuis 1906, aucun dirigeant bolchevik n'avait d'ailleurs vraiment critiqué les thèses sur la Révolution permanente. *Bilans et Perspectives*, où Trotsky développe pour la première fois sa pensée, fut saisi et confisqué par la police dès sa parution en 1906. L'ouvrage ne fut à la disposition du lecteur qu'en 1919, lorsque les éditions soviétiques le publièrent.

L'idée que la révolution démocratique bourgeoise ne peut être accomplie que par la dictature du prolétariat dans les pays à développement bourgeois retardataire a subi brillamment l'épreuve de la pratique, de la Révolution russe à la Révolution chinoise. Lénine vivant, aucun communiste n'aurait songé à douter de cette évidence.

La deuxième thèse de la Révolution permanente, à savoir l'inévitabilité de la transcendance de la révolution bourgeoise en révolution socialiste à partir du moment où le prolétariat a le pouvoir, s'est également vérifiée en Russie (et nous ajouterons en Chine et à Cuba).

Quant à la troisième thèse, affirmant l'impossibilité d'accomplir la révolution socialiste dans les cadres na-

tionaux, elle faisait partie du bagage de tout bolchevik, y compris Staline jusqu'en décembre 1924. A cette époque, la fraction bureaucratique dirigeante a éprouvé le besoin de couvrir d'un linceul théorique son entreprise de destruction du parti. Et de façon artificielle à l'automne 1924, les journaux et les revues se remplirent d'articles et de pensums commandés dénaturant la Révolution permanente, exhumant des vieux textes oubliés et d'anciennes polémiques dépassées et, pour couronner le tout, avançant la thèse inconnue jusqu'alors de la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays.

Pour s'en convaincre, il suffit de comparer deux textes de Staline, écrits l'un avant, l'autre après le déclenchement de l'offensive anti-trotskyste.

En avril 1924, dans *Des principes du léninisme*, Staline ignorait encore que neuf mois plus tard il devrait accoucher d'une théorie profondément « anti-permanente », mais aussi anti-léniniste. Lisez donc, M. Hincker :

« Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer le pouvoir du prolétariat dans un seul pays, ce n'est pas encore assurer la pleine victoire du socialisme [...]. Pour cela, il est nécessaire que la révolution triomphe au moins dans quelques pays. Aussi, la révolution victorieuse a-t-elle pour tâche essentielle de développer et de soutenir la révolution dans les autres pays... Cette pensée, Lénine l'a exprimée en deux mots, en disant que la tâche de la révolution victorieuse consiste à faire le « maximum de ce qui est réalisable dans un seul pays pour le développement, le soutien, l'éveil de la révolution dans tous les pays ». (*Les Questions du léninisme* — Editions sociales, Tome I, p. 33).

En décembre 1924, Staline opère le tournant qui lui permettra l'année d'après de vanter le socialisme dans un seul pays. Dans *la Révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes*, il fait une distinction fine entre la victoire définitive du socialisme (garanti contre l'intervention étrangère) et impliquant l'aide des prolétaires étrangers et la possibilité de construire la société socialiste intégrale dans la seule Russie qui serait une réalité.

Enfin, en janvier 1926, dans les *Questions du léninisme*, il renie sa formulation d'avril 1924 devenue « nettement insuffisante et, par suite, inexacte ». Il se cite lui-même (discours de mai 1925) :

« Nous pouvons construire le socialisme jusqu'au bout, et nous le construirons en commun avec la paysannerie, sous la direction de la classe ouvrière... ».

L'Histoire a aussi tranché. Malgré l'absence de révolution en Europe, l'impérialisme n'a pu renverser le régime des soviets, mais à cause de cette absence de révolution, la société soviétique a connu la monstrueuse déformation bureaucratique qui ne permet pas de la considérer comme une société socialiste.

Nous arrêtons ici nos commentaires. Il est quelque peu répugnant de devoir prendre la main dans le sac à des dizaines de reprises le rédacteur d'une revue dite du « marxisme militant » treize ans après la mort du plus grand faussaire de l'Histoire.

Hincker a évidemment écrit sur commande. Il aurait pu écrire n'importe quoi sur n'importe quel sujet à condition qu'on lui fournisse les idées générales et quelques citations de seconde main. Mais l'ignorance sans talent présente parfois un réel intérêt pour le lecteur averti, en ce sens qu'elle avoue benoîtement ce que les dirigeants éclairés n'osent dire qu'à demi-mot.

Dans le numéro de mai 1966, Hincker nous explique noir sur blanc, qu'en 1936 en France pour briser le « mur d'argent », il aurait fallu créer un autre Etat, mais que les masses petites-bourgeoises ne l'auraient pas accepté et que Léon Blum a bien fait de ne point s'y laisser tenter. Mais en 1966, ce n'est plus la peine car « l'Etat des monopoles n'est pas seulement un moyen d'exercice du pouvoir économique que l'on pourrait abandonner, le moment venu, pour un autre moyen ; il est, pour une part importante et peut-être essentielle, un rouage de l'économie qu'un nouveau manipulateur — un gouvernement démocratique — peut immédiatement utiliser. »

Jamais Waldeck Rochet n'a dit cela si crument ; la machine d'Etat est la toute prête, et la bourgeoisie ne l'a pas usée à s'en servir... On attendait un théoricien pour mettre en pièces la théorie marxiste de l'Etat, voilà qui est fait. Comme on comprend qu'il ne puisse souffrir « la faiblesse théorique de Trotsky (qui est) très grande. »

Sachons-lui gré cependant de nous affirmer que « Trotsky est l'homme de la révolution, des périodes de batailles physiques, un entraîneur de foules... ».

Pendant des décades c'était, paraît-il, l'homme de la contre-révolution qui avait eu le crâne fracassé par le piolet d'un agent stalinien. La plume de Hincker est moins efficace mais sa médiocrité contribue à mieux faire ressortir la force des idées qu'elle s'essouffle à combattre.

L. COUTURIER

(1) Voir les numéros 11 et 12 de ce journal.